

RCS : AUCH

Code greffe : 3201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AUCH atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00365

Numéro SIREN : 831 560 933

Nom ou dénomination : AG - VITI

Ce dépôt a été enregistré le 18/01/2018 sous le numéro de dépôt 232

« AG-VITI »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 500 euros
Siège social : Château la Hitaire
32800 EAUZE

831 560 933 RCS AUCH

**PROCES-VERBAL DE DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 11 OCTOBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept et le
Onze octobre
A neuf heures trente

Au siège social,

Monsieur Armin Grasa, demeurant à EAUZE (Gers) Château la Hitaire,
Associé unique et Président de la Société AG-VITI,

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation de l'apport de la nue-propiété de 1.158 actions de la société HOLDING DU TARIQUET consenti par Monsieur Armin Grasa et de son évaluation,
- En vue de rémunérer l'apport susvisé, augmentation du capital d'un montant de 2.760.670 Euros,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par voie d'apport en nature,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs aux fins d'accomplissement des formalités légales.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- d'un Contrat d'apport en date du 11 octobre 2017 aux termes duquel Monsieur Armin Grasa, a fait apport à la Société de la nue-propriété de 1.158 actions de la Société HOLDING DU TARIQUET, société par actions simplifiée au capital social de 1.783.653,50 Euros, dont le siège social se situe Lieudit Saint-Amand, 32800 EAUZE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Auch sous le numéro 421 743 477,

La nue-propriété de ces 1.158 actions a été évaluée à DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX EUROS (2.760.670 €);

- du rapport de la société AECCELIS, représentée par Monsieur Frédéric MARROT, Commissaire aux apports et aux avantages particuliers, désigné aux termes d'une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Auch en date du 18 août 2017,

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

DEUXIEME RESOLUTION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Commissaire aux apports et avantages particuliers, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution, d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX EUROS (2.760.670 €), pour le porter de 500 euros à 2.761.170 euros au moyen de la création de DEUX CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SOIXANTE-SEPT (276.067) actions nouvelles de 10 euros chacune, entièrement libérées, et attribuées en totalité à Monsieur Armin Grasa.

Les actions nouvelles seront des actions ordinaires soumises à toutes les dispositions des statuts, étant ainsi entièrement assimilées aux actions anciennes ordinaires.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 7 « Apports » et 8 « Capital social » des statuts :

« ARTICLE 7 - Apports

Au titre de la constitution de la société, il a été procédé aux apports en numéraire suivants :

- *Monsieur Armin GRASA apporte à la société la somme de CINQ CENTS (500) Euros*

Montant total des apports en numéraire : CINQ CENTS (500) euros.

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale des CINQUANTE (50) actions d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, a été déposée sur le compte de la société en formation, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES, dans son agence de BORDEAUX (33000) sise 5 Place des Quinconces.

Aux termes d'un procès-verbal en date du 11 octobre 2017, l'associé unique a constaté une augmentation du capital social de 2.760.670 Euros par voie d'apports en nature de la nue-propriété de 1.158 actions de la SAS HOLDING DU TARIQUET.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE ET UN MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS (2.761.170 €).

Il est divisé en DEUX CENT SOIXANTE SEIZE MILLE CENT DIX SEPT (276.117) actions d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie, détenues en totalité par l'associé unique. »

QUATRIEME RESOLUTION

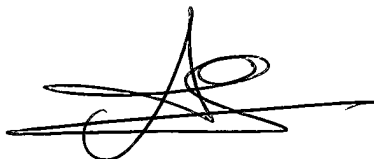
L'associé unique délègue tous pouvoirs à tout avocat exerçant au sein du cabinet secondaire de la société d'avocats TAJ, dont les bureaux se situent 19 boulevard Alfred Daney, 33041 BORDEAUX CEDEX, à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

2017



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal pour servir et valloir en droit.



Monsieur Armin GRASA
Associé unique

Relevé à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
ATTACHÉ
Le 20/10/2017 Dossier 2017 19314 référence 2017 A 00311
Engagement : 500 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif des finances publiques

da

CONTRAT D'APPORT DE TITRES

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Armin, Pierre GRASA,

Né à MONT DE MARSAN (Landes) le 3 mars 1976.
Demeurant à EAUZE (Gers) Château La Hitaire,
De nationalité française, gérant de société.
Célibataire., n'ayant pas signé de pacte civil de solidarité.

D'UNE PART,

ET

LA SOCIETE « AG-VITI »

Société par Actions Simplifiée au capital de 500 Euros dont le siège social se situe Château la Hitaire, 32800 EAUZE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Auch sous le numéro 831 560 933, représentée par Monsieur Armin GRASA, son Président.

D'AUTRE PART,

Ci-après désignée « la société AG-VITI »

Ci-après désignés ensemble « les Parties » ou séparément « une Partie »

IL A ÉTÉ CONCLU LE PRÉSENT CONTRAT D'APPORT DE TITRES.

PRÉALABLEMENT, IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

1. La Société AG-VITI est une Société par Actions Simplifiée.

Cette société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participations dans toutes sociétés, quels que soient leur forme et leur objet,
- La gestion éventuelle de ces participations, et notamment en qualité de mandataire social,
- L'animation de la politique et la réalisation de prestations de services dans toutes entreprises, quel que soit leur objet, dans lesquelles elle détient une participation, notamment dans le domaine de la gestion commerciale et/ou technique, de la comptabilité, de la gestion et de l'assistance technique.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

2. La société HOLDING DU TARIQUET, société par actions simplifiée au capital social de 1.783.653,50 Euros, dont le siège social se situe Lieudit Saint-Amand, 32800 EAUZE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Auch sous le numéro 421 743 477, est une société holding qui anime le Groupe Tariquet, composé de deux autres sociétés (la SCV CHÂTEAU DU TARIQUET et la SASU LES DOMAINES GRASA) ayant pour objet principal l'exploitation d'un domaine viticole.

Cette société HOLDING DU TARIQUET est une Holding familiale détenue majoritairement par la famille Grasa, laquelle a intégré un Investisseur financier au cours de l'année 2007-2008, afin d'accompagner le développement du Groupe dans le cadre d'un programme d'investissements ambitieux.

L'intégration de cet Investisseur financier en 2007-2008 avait également été concomitante avec l'amorce d'une transmission familiale, l'objectif étant *in fine*, la transmission de l'entreprise d'une génération à une autre.

Dans ce cadre, Monsieur Armin Grasa, toujours dans une perspective de transmission familiale et d'organisation de son propre patrimoine, a créé la société AG-VITI.

Cette dernière structure a vocation à détenir tout ou partie des actions aujourd'hui détenues en propre par monsieur Armin Grasa au sein du capital de la société HOLDING DU TARIQUET et, le cas échéant, toutes participations dans des sociétés autres dans lesquelles ce dernier investirait.

A terme, cette société AG-VITI constituera à son tour un outil de transmission de ces actions au profit des ayants-droits de Monsieur Armin Grasa.

3. Le capital de la société HOLDING DU TARIQUET, est divisé en 11.700 actions de trois catégories distinctes, réparties comme suit :

Associés	Actions en pleine propriété	Actions en nue-propriété	Actions en usufruit
M Yves Pierre GRASA			3.276 actions de catégorie 1
Mme Marie Thérèse GRASA	3.040 actions de catégorie 2		2.810 dont 1.288 actions de catégorie 1 et 1.522 actions de catégorie 2
M Armin GRASA		3.043 dont 2.282 actions de catégorie 1 et 761 actions de catégorie 2	
M Rémy GRASA		3.043 dont 2.282 actions de catégorie 1 et 761 actions de catégorie 2	
CM-CIC Investissement	2.574 actions de catégorie 3		
	5.614	6.086	6.086

Monsieur Armin Grasa détenait ainsi la nue-propriété de 3.043 actions de la société HOLDING DU TARIQUET dont :

- 2.282 actions de catégorie 1 dont :
 - o 1.638 actions sous usufruit de Monsieur Yves Grasa
 - o 644 actions sous usufruit de madame Marie-Thérèse Grasa-Dubuc
- 761 actions de catégorie 2 sous usufruit de Madame Marie-Thérèse Grasa-Dubuc.

Préalablement à l'apport faisant l'objet du présent contrat, Monsieur Armin Grasa a cédé à la société AG-VITI, la nue-propriété de 127 actions de catégorie 1, sous usufruit de Monsieur Yves Grasa.

Concomitamment au présent apport, la société AG-VITI se porte acquéreur auprès de Madame Marie-Thérèse Grasa-Dubuc de la pleine propriété de 264 actions de catégorie 2.

Dans le cadre de la présente opération, Monsieur Armin Grasa souhaite apporter en faveur de la société AG-VITI, la nue-propriété de 1.158 actions de catégorie 1 sous usufruit de Monsieur Yves Grasa.

AG

ARTICLE 1 – DESCRIPTION DES APPORTS

Monsieur Armin Grasa apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et aux conditions ci-après décrites, à la SAS AG-VITI les biens suivants :

LA NUE-PROPRIÉTÉ DE MILLE CENT CINQUANTE HUIT (1.158) ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ HOLDING DU TARIQUET, société par actions simplifiée au capital social de 1.783.653,50 Euros, dont le siège social se situe Lieudit Saint-Amand, 32800 EAUZE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Auch sous le numéro 421 743 477,

Ces actions sont intégralement libérées et souscrites.

ARTICLE 2 – DECLARATIONS RELATIVES A L'APPORT

L'Apporteur déclare et garantit, à la SAS AG-VITI :

- Qu'il a tous pouvoirs aux fins des présentes,
- Qu'il est régulièrement propriétaire de la nue-propiété des actions faisant l'objet de l'apport,
- Que ces actions sont libres de toute inscription, privilège, nantissement, ou empêchement quelconque,
- que la présente opération d'apport a été agréée par la collectivité des associés de la société HOLDING DU TARIQUET, et fait l'objet d'une information au Comité d'Information, conformément aux dispositions de l'article 10.2-ii des statuts, ainsi qu'il résulte d'un acte unanime en date du 27 juillet 2017.

Les Parties déclarent et garantissent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE L'APPORT

Le présent apport de titres est conclu aux conditions générales suivantes :

- Les apports de Monsieur Grasa sont réalisés à titre pur et simple,
- Lesdits apports sont réalisés coupon attaché, ce qui signifie que la société AG-VITI aura seule droit aux dividendes qui seront décidés après le présent apport,

- Les titres créés en rémunération de cet apport auront les mêmes droits que les autres titres composant le capital social de la société AG-VITI et seront des actions ordinaires,
- La société AG-VITI sera propriétaire des actions apportées à compter de la date des présentes.

ARTICLE 4 – ORIGINE DE PROPRIETE

LA NUE-PROPRIÉTÉ DE MILLE CENT CINQUANTE HUIT (1.158) ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ HOLDING DU TARIQUET, objet des présentes appartient à l'Apporteur pour l'avoir reçue en donation de Monsieur Yves Grasa, aux termes d'un acte authentique reçu le 14 décembre 2007 par Maître Jean-Laurent DELZANGLES, titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à EAUZE (Gers), 8 rue Félix Soulès.

ARTICLE 5 – EVALUATION DE L'APPORT

LA NUE-PROPRIÉTÉ DE MILLE CENT CINQUANTE HUIT (1.158) ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ HOLDING DU TARIQUET a été évaluée de la manière suivante :

Les actions de la société HOLDING DU TARIQUET, d'un montant nominal de 152,45 € ont été valorisées, eu égard à la valeur économique de la société à hauteur de 3.973 Euros par action.

Sur ces bases, la répartition de la valeur retenue entre nue-propiété et usufruit a été arrêtée au regard de l'âge de l'usufruitier dans les proportions fixées par l'article 669 du Code Général des Impôts, à savoir : 60% pour la valeur de la nue-propiété et 40% pour la valeur de l'usufruit, dans la mesure où Monsieur Yves Grasa est aujourd'hui âgé de 66 ans.

Il en résulte que la valorisation de la nue-propiété des 1.158 actions de la société HOLDING DU TARIQUET, objet du présent apport a été arrêtée à un montant de 2.760.670€ (DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX EUROS), soit une valorisation unitaire par action démembrée apportée de 2.383,99 € arrondie à 2.384 €.

Cette valorisation a été approuvée aux termes d'un rapport en date du 29 septembre 2017 établi par la société AECCELIS, représentée par Monsieur Frédéric Marrot, commissaire aux apports, désigné aux termes d'une ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Auch en date du 18 août 2017, conformément aux dispositions des articles L. 225-8, L225-12, L225-14 du code de commerce.

Ce rapport a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Auch et mis à disposition des associés de la société, dans les délais légaux, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 6 – REMUNERATION DE L'APPORT

L'évaluation des éléments d'actif et de passif des sociétés « HOLDING DU TARIQUET » et « AG-VITI » ont été effectuées d'un commun accord entre les parties.

Sur ces bases, la valeur des actions de la société « AG-VITI », nouvellement constituée, a été fixée à la valeur nominale, soit une valeur de DIX (10) Euros.

En conséquence, l'apport réalisé par Monsieur Armin Grasa, objet des présentes, net de tout passif, est consenti et accepté moyennant l'attribution de DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE SOIXANTE-SEPT (276.067) actions, de la SAS AG-VITI au nominal de 10 euros, entièrement libérées, qui seront créées par la société à titre d'augmentation de capital.

Les actions nouvelles seront entièrement assimilées aux actions anciennes à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital : elles jouiront, à cette date, des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 7 – IMPOSITION DES PLUS VALUES

La plus-value dégagée, le cas échéant, par Monsieur Armin Grasa à l'occasion de l'apport de la nue-propriété des titres de la société HOLDING DU TARIQUET qu'il détient, en faveur de la société AG-VITI, société soumise à l'impôt sur les sociétés, bénéficie du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts, et ce, conformément aux dispositions légales actuellement en vigueur.

Les conditions prévues à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts étant, en l'espèce, dûment réunies, le report d'imposition s'applique de plein droit à la présente opération d'apport.

ARTICLE 8 – DROITS D'ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 810 du Code Général des Impôts, et dans la mesure où, le capital social après apport de la société AG-VITI, société bénéficiaire des apports, sera supérieur à la somme de 225.000 €, l'opération en cause sera soumise au droit fixe de 500 €.

ARTICLE 9 – ENGAGEMENT DE CONSERVATION

Les actions dont la nue-propriété est apportée aux termes des présentes bénéficient du paiement différé et fractionné prévu à l'article 397 A du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 404 GD du Code Général des Impôts, Monsieur Armin Grasa prend l'engagement de conserver les titres de la SAS AG-VITI reçus en contrepartie du présent apport jusqu'à l'échéance du dernier terme du paiement fractionné à savoir jusqu'au 15 juin 2022.

ARTICLE 10 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

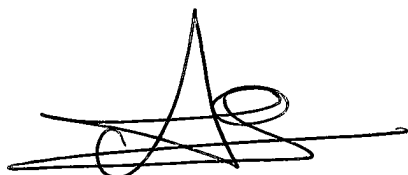
Les parties attribuent compétence aux juridictions de AUCH pour tout litige pouvant survenir à propos ou à la suite du présent contrat.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

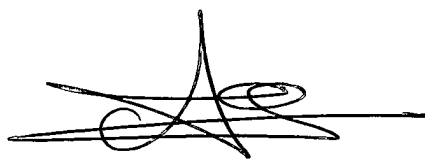
Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête du présent acte.

Fait à Geneve
Le 11 10 2017

En QUATRE (4) exemplaires originaux



Monsieur Armin GRASA



Pour la société AG-VITI
Monsieur Armin GRASA

2018/11/22

« AG - VITI »

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle
Au capital de 2.761.170 Euros
Siège : Château La Hitaire
32800 EAUZE

831 560 933 RCS d'AUCH

STATUTS

Statuts mis à jour aux termes d'une décision de l'associé unique
en date du 11 octobre 2017

Certifié conforme



TITRE 1 - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER – Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement :

- La prise de participations dans toutes sociétés, quel que soient leur forme et leur objet,
- La gestion de ces participations, et notamment en qualité de mandataire social,
- L'animation de la politique et la réalisation de prestations de services dans toutes entreprises, quelque soit leur objet, notamment dans le domaine de la gestion commerciale et/ou technique, de la comptabilité, de la gestion et de l'assistance technique,

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

« AG - VITI »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales "Initiales de la Société (S.A., S.A.S ...)" et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé Château La Hitaire à EAUZE (32800).

Il ne peut être transféré que sur décision de l'assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2018.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - Apports

Au titre de la constitution de la société, il a été procédé aux apports en numéraire suivants :

- Monsieur Armin GRASA apporte à la société la somme de CINQ CENTS (500) Euros

Montant total des apports en numéraire : CINQ CENTS (500) euros.

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération intégrale des CINQUANTE (50) actions d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, a été déposée sur le compte de la société en formation, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la Banque CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES, dans son agence de BORDEAUX (33000) sise 5 Place des Quinconces.

Aux termes d'un procès-verbal en date du 11 octobre 2017, l'associé unique a constaté une augmentation du capital social de 2.760.670 Euros par voie d'apports en nature de la nue-propriété de 1.158 actions de la SAS HOLDING DU TARIQUET.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE ET UN MILLE CENT SOIXANTE DIX EUROS (2.761.170 €).

Il est divisé en DEUX CENT SOIXANTE SEIZE MILLE CENT DIX SEPT (276.117) actions d'une valeur nominale de DIX (10) Euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie, détenues en totalité par l'associé unique.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1° Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE 3 – ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propiétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE 4 - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Transmissions des actions

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement. La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS (EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL)

ARTICLE 16 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propiété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

ARTICLE 17 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 18 - Agrément des cessions

1. Les cessions d'actions, à l'exception des cessions entre associés, ne peuvent intervenir qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux).

Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés.

Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les QUINZE (15) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 19 - Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société et le regroupement de ses associés en fonction de leurs compétences propres, les actions de l'associé décédé devront donc être acquises par les autres associés ou par toute personne physique ou morale qu'ils se substitueraient totalement ou partiellement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée aux présents statuts, au prorata de leur participation dans le capital ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital social, dans un délai maximum de 3 mois, à compter du décès.

Le prix de rachat sera déterminé en fonction de la valeur des capitaux propres, tels qu'ils apparaîtront dans une situation comptable établie à la date du décès.

Aux fins de détermination du prix de cession, les « capitaux propres » s'entendent de la somme algébrique des apports, des écarts de réévaluation, des bénéfices autres que ceux pour lesquels une décision de distribution est intervenue, des pertes, des subventions d'investissement et des provisions réglementées.

ARTICLE 20 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 17 à 19 des présents statuts sont nulles.

ARTICLE 21 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE 5 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 22 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

1. Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2. Durée des fonctions

Le Président est nommé par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des associés. La décision de nomination fixe les conditions de sa nomination et notamment la durée du mandat.

3. Révocation pour motifs graves

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective des associés autres que le Président, statuant à la majorité des deux tiers.

Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

4. Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

ARTICLE 23 – Directeur General

La collectivité des associés, pourra nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la société.

La décision nommant le directeur général fixera l'étendue de ses fonctions, leur durée, et les modalités de sa rémunération.

À l'égard des tiers, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président.

Il pourra être révoqué à tout moment par l'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés.

TITRE 6 - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 24 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

25.1 Désignation et durée des fonctions

La collectivité des associés désigne, si nécessaire, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

25.2 Mandat, Mission et attributions du Commissaire aux comptes

Le contrôle de la société par le Commissaire aux Comptes est exercé conformément aux dispositions légales et, plus particulièrement :

- De vérifier les valeurs et les documents comptables de la société,
- De contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur,
- De vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société ;
- De publier des informations sur les délais de paiement des fournisseurs (délais de paiement obtenu) et des clients (délais de paiement accordés).

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

TITRE 7 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 26 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

26.1 Décisions de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

26.2 Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 27 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

27.1 Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;

- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;

27.2 Règles de majorité

Requièrent l'unanimité :

- Toute décision relevant de l'article L 227-19 du Code de commerce.
- Toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- dissolution de la Société;

La collectivité des associés, statuant à la majorité des deux tiers est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification des statuts ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- transformation de la Société ;
- prorogation de la Société
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- nomination, rémunération, révocation Président et du Directeur Général ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;

Toutes les autres décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

En cas de partage de voix, le président aura une voix prépondérante.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix au moins.

ARTICLE 28 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 29 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 10 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite, y compris électronique, DIX (10) jours au moins avant la date de la réunion.

Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers.

Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

ARTICLE 30 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.

Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 31 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le rapport du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés Quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 32 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE 8 - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 33 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuvent les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, le cas échéant, lors de cette décision collective.

ARTICLE 34 - Affectation et répartition des résultats

34.1 Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

34.2 Pluralité d'associés

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE 9 - LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 35 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 36 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.